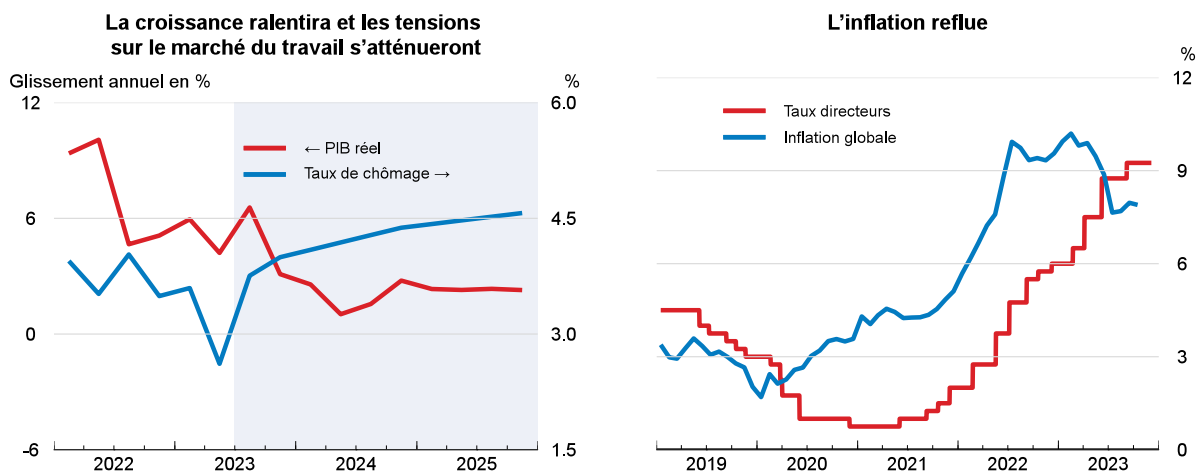


# Islande

La croissance économique baissera pour s'établir à 2.0 % en 2024, avant de se hisser à 2.3 % en 2025. La consommation privée ralentira sous l'effet de la hausse modérée des salaires réels. L'investissement des entreprises suivra la même tendance, la confiance restant morose et les conditions financières continuant de se détériorer, même si le durcissement de celles-ci n'empêchera pas les investissements dans le secteur du logement de se redresser pour répondre à la demande latente. L'investissement public diminuera en 2024 et restera en demi-teinte en 2025. Les exportations de biens ralentiront, de même que le tourisme étranger. Le taux de chômage augmentera progressivement pour s'établir aux alentours de 4.5 %.

En août, la Banque centrale a relevé son principal taux directeur pour le porter à 9.25 %. Si l'inflation mesurée par les prix à la consommation est en baisse, elle se maintient néanmoins encore autour de 8 %. Elle devrait diminuer davantage, tout en restant supérieure à l'objectif pendant une bonne partie de l'année 2025. La politique budgétaire a déjà adopté une orientation restrictive et elle devrait connaître un nouveau durcissement, comme prévu par les pouvoirs publics, dans le but de contribuer à réduire les tensions inflationnistes et à maintenir les marges de manœuvre budgétaires. Par ailleurs, le secteur du tourisme devrait gagner en productivité grâce à une nouvelle stratégie qui permettrait également de réduire son empreinte sur les infrastructures et l'environnement.

## Islande



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; Banque centrale d'Islande ; et base de données de l'OCDE sur les indices des prix à la consommation.

StatLink  <https://stat.link/o0ax2j>

## Islande : Demande, production et prix


	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Islande</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	2 920.5	4.5	7.2	4.9	2.0	2.3
Consommation privée	1 518.0	7.1	8.5	2.2	2.0	2.0
Consommation publique	822.2	2.3	2.2	1.4	1.4	1.5
Formation brute de capital fixe	621.5	10.8	7.6	-1.2	4.2	2.8
Demande intérieure finale	2 961.8	6.5	6.6	1.3	2.3	2.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	3.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 964.9	6.4	6.5	1.4	2.4	2.1
Exportations de biens et services	971.0	14.6	22.3	6.0	2.7	3.0
Importations de biens et services	1 015.4	19.9	19.9	-1.9	3.6	2.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 44.4	-2.1	0.5	3.7	-0.3	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.5	8.9	6.6	3.5	3.1
Indice des prix à la consommation	—	4.4	8.3	8.6	4.2	2.9
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	4.4	7.8	8.3	4.0	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.0	3.7	3.5	4.2	4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-8.5	-4.0	-1.7	-1.2	-0.1
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup> (% du PIB)	—	77.3	78.1	77.4	77.4	76.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.3	-2.3	1.6	1.3	1.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/iy2gve>

## L'économie ralentit progressivement

Même si la croissance continue de tirer parti du dynamisme du tourisme étranger, l'économie s'affaiblit. Dans les secteurs des produits de la mer et de l'aluminium, qui sont les principaux biens exportés par l'Islande, l'activité est en perte de vitesse, car la demande sur les principaux marchés d'exportation s'est affaiblie. La hausse poussive des salaires réels freine la consommation des ménages, qui recommencent visiblement à épargner peu à peu. Au niveau des entreprises, l'investissement se tasse sous l'effet de la dégradation des conditions financières, même si la confiance se renforce depuis le début de l'été. L'investissement public diminue. Le marché du travail reste tendu, avec un taux de chômage s'établissant autour de 3.5 %, et la population active augmente sous l'effet d'une immigration continue. En raison des mouvements sismiques en cours dans la péninsule de Reykjanes, plusieurs milliers d'habitants ont été évacués et l'activité dans la zone concernée a été en grande partie arrêtée.

## Le resserrement des politiques monétaire et budgétaire se poursuit

En août, la Banque centrale a relevé son principal taux d'intérêt directeur de 50 points de base pour le porter à 9.25 %, procédant ainsi à sa quatorzième hausse depuis le début du cycle de resserrement monétaire amorcé en mai 2021, et l'a maintenu inchangé jusqu'en novembre. Après avoir culminé à environ 10 % en février 2023, l'inflation globale mesurée par les prix à la consommation a reflué pour s'établir à 8 %, suivant ainsi la baisse des prix à l'importation et des prix des logements. Pour autant, elle reste supérieure à l'objectif de 2.5 %. L'inflation sous-jacente s'est généralisée. La couronne islandaise s'est dépréciée depuis la fin de l'été. Déjà restrictive en 2023, la politique budgétaire va subir un nouveau

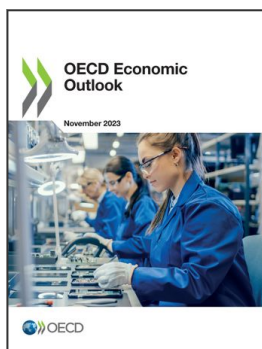
tour de vis correspondant à environ 1.0 % du PIB par an, dans le prolongement des réformes fiscales planifiées et de la réduction des dépenses discrétionnaires. Le budget global devrait être proche de l'équilibre d'ici à la fin de 2025. Cette orientation est bienvenue, en ce qu'elle va contribuer à réduire les tensions inflationnistes et à restaurer les marges de manœuvre budgétaires. Selon les comptes nationaux, le ratio dette publique/PIB devrait légèrement diminuer.

## L'économie ralentira

La croissance économique devrait baisser pour s'établir à 2.0 % en 2024, avant de rebondir et atteindre 2.3 % en 2025. La consommation restera faible, à l'image de la hausse des salaires réels. La demande moins vigoureuse dans les pays de destination entraînera un tassement des exportations de biens. Le tourisme étranger ralentira, puisque les capacités intérieures atteignent de façon plus tangible leurs limites et que la croissance économique reste atone dans les principaux pays d'origine. Le durcissement des conditions financières pèsera sur l'investissement des entreprises. En dépit des taux d'intérêt réels en hausse, on assistera à une reprise des investissements dans le secteur du logement en 2024 et en 2025, en raison de la libération de la demande latente. Le taux de chômage se hissera aux alentours de 4.5 %. L'inflation refluera sous l'effet du durcissement de la politique macroéconomique, mais elle devrait rester supérieure à l'objectif pendant une bonne partie de l'année 2025. Cette situation pourrait perdurer si les salaires devaient augmenter plus rapidement qu'il n'était convenu en vertu des précédents accords salariaux, ou si les prix à l'importation, en particulier pour le pétrole, devaient connaître une nouvelle hausse. L'éruption volcanique imminente sur la péninsule de Reykjanes pourrait détruire une centrale géothermique et la station thermale du « Lagon Bleu ». Le secteur du tourisme pourrait aussi subir un ralentissement plus fort qu'attendu dans les pays d'origine des touristes étrangers. Un repli prononcé des prix des logements pourrait mettre au jour des facteurs de vulnérabilité financière.

## Une taxe touristique pourrait générer des recettes et contribuer à la sauvegarde des ressources naturelles

L'Islande accueille un nombre de touristes par habitant supérieur à n'importe quel autre pays de l'OCDE. Si le tourisme étranger est un pourvoyeur bienvenu d'emplois et de recettes, il met aussi sous pression les infrastructures et l'environnement, ce qui en a fait un défi majeur pour les pouvoirs publics. Une stratégie touristique équilibrée pourrait aider à améliorer la productivité des services touristiques, à tirer parti des actifs naturels sur lesquels repose le secteur touristique islandais, à limiter les pressions sur les infrastructures et l'environnement, et à favoriser un développement géographiquement plus équitable entre les différentes régions du pays. L'Islande devrait mettre en place une taxe touristique, qui permettrait de générer des recettes fiscales supplémentaires et contribuerait à la sauvegarde des ressources naturelles, ainsi qu'au financement et à la gestion de l'infrastructure publique.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f0b5e201-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.